

GUATEMALA - Communiqué des habitants de Ciudad Quetzal à la communauté internationale

samedi 17 juin 2006, mis en ligne par [Dial](#)

Nous qui habitons à Ciudad Quetzal, sur la commune de San Juan Sacatepequez (Guatemala), face aux derniers évènements de violence et d'impunité et devant la négligence de nos autorités pour répondre à toutes nos gestions depuis le jour où a été enlevé notre compagnon Oscar Humberto Duarte Paíz,

Nous considérons :

1. Que dans le cadre des accords de paix signés dans notre pays en décembre 1996, ont été légitimement reconnus nos droits politiques, sociaux, économiques et culturels.
2. Que parmi ces droits politiques il y a la liberté d'organisation et de participation des citoyens,
3. Qu'en tant que citoyens de Ciudad Quetzal, nous nous sommes organisés dans une Association Intégrale de Développement Communautaire (ASIDECQ) dont le but est le développement, la coopération et l'unité pour le bien-être des familles et la démocratie.
4. Que Ciudad Quetzal compte 140.000 habitants dont la majorité sont des familles déplacées de la campagne et de la capitale comme conséquence de la pauvreté extrême qui se vit au Guatemala et aussi des séquelles du conflit armé et des massacres dans les zones indigènes.
5. Qu'ASSIDECQ a assumé sa responsabilité de coordonner des projets de développement communautaire comme par exemple : le projet de distribution d'eau potable, la construction et le fonctionnement d'un centre de santé et d'une clinique communautaire, l'amélioration des rues et le goudronnage de la route qui conduit à la capitale, la lutte pour obtenir un service de transport public et un meilleur service des écoles.
6. Que Mr. Oscar Humberto Duarte Paíz vit ici depuis 18 ans. Il est membre du bureau d'ASIDECQ où il a rempli différentes charges. Il est père de six enfants mineurs. Le 24 mai à 11 heures du matin il a été enlevé par des inconnus fortement armés et le visage couvert de passe-montagnes, en présence de voisins et des enfants de l'école du quartier Sanjuaneros où il habite.
7. Qu'après cet enlèvement, les voisins du quartier se sont mobilisés et ont cherché un soutien auprès de différentes institutions comme le bureau des Droits de l'homme gouvernemental, la Police Nationale civile, la Brigade criminelle, ... Ils ont formé des commissions pour visiter les hôpitaux, les prisons, les postes de pompiers, la morgue,... sans aucune réponse jusqu'à présent.

Nous sommes donc amenés à dénoncer les faits face à la communauté internationale :

VIVANT ILS L'ONT ENLEVÉ...
VIVANT NOUS LE VOULONS !

Le 24 mai, dès 7 heures du matin, une camionnette verte, double cabine, modèle 2005 et une autre voiture grise, les deux aux vitres polarisées et sans plaques, ont circulé autour de Sanjuaneros, quartier de Ciudad Quetzal.

À 11 heures, à l'issue d'une réunion avec le bureau de l'association et le directeur de l'école, Oscar Duarte a été intercepté devant la porte de la salle communale et poussé de force dans la voiture grise par six hommes avec des gilets beiges, passe-montagne et des armes de gros calibre. Les 2 voitures ont tourné

devant le poste de police et bien que les voisins aient aussitôt appelé pour avertir, les policiers n'ont absolument rien fait pour les arrêter.

Le compagnon Oscar Duarte a été un grand militant social et politique dans la communauté du quartier et récemment a soutenu diverses actions pour faire front à la répression policière et la violence qui frappe notre pays. Il est secrétaire de l'Association Intégrale de Développement Communautaire de Ciudad Quetzal et alentours.

NOUS EXIGEONS QU'IL APPARAISSE AU PLUS TÔT ET EN VIE

NOUS EXIGEONS QU'ON DISE CLAIREMENT POURQUOI LA POLICE N'A RIEN FAIT

NOUS EXIGEONS QUE CE FAIT NE RESTE PAS IMPUNI

POUR LA VIE

CESSEZ LA RÉPRESSION CONTRE LES ORGANISATIONS DES QUARTIERS

Face à l'indifférence et le manque de réponse des autorités, nous sollicitons le soutien de la communauté internationale :

- Intercédez et soutenez la recherche de notre compagnon
- Dénoncez les menaces de mort qui visent d'autres membres d'ASIDECQ
- Dénoncez le harcèlement et la terreur contre la population de Ciudad Quetzal

Institutions responsables de la sécurité du peuple guatémaltèque auxquelles on peut s'adresser :

- Présidence de la République
- Congrès de la République
- Cour Suprême de Justice
- Procureur des Droits de l'Homme
- Police Nationale Civile
- Ministère de l'Intérieur.

Pour de plus amples informations, écrire à : [asidecq1 chez yahoo.com](mailto:asidecq1@yahoo.com)

Merci pour vos bons offices.

Cordialement :

L'Assemblée des membres d'ASIDECQ
réunie à Ciudad Quetzal, le 30 mai 2006.